

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Novembre 2010

SOMMAIRE

CGLU	2
Interview du mois	3
Afrique	5
Amérique latine et Caraïbes	14
Asie	17
Europe	20
Méditerranée	22
Tourisme responsable	28
Institutions européennes	30
Etudes	32
Actualités	33
Agenda	34
Publications	36



RAPPEL : Sommet des dirigeants locaux et régionaux, à Mexico, du 16 au 20 novembre 2010

Le Sommet des dirigeants locaux et régionaux se tiendra, dans quelques jours, du 16 au 20 novembre, à Mexico. Parmi les thèmes vous trouverez :

- « Promouvoir l'Innovation »,
- « Quelle devrait être la nouvelle Gouvernance Mondiale ? »,
- « La Ville en 2030 » et
- « Changement Climatique et Gouvernements Locaux ».

Une soixantaine de représentants des collectivités françaises feront le déplacement à cet événement crucial de notre organisation mondiale.

Dans la prochaine édition de notre Lettre, nous reviendrons amplement sur ce 3^{ème} Congrès.

Pour consulter le programme du Sommet : <http://www.uclgcongress.com>

Regard sur les dernières élections en Bosnie-Herzégovine

Entretien avec **Jean-Arnault Dérens**, fondateur et rédacteur en chef du « Courrier des Balkans »

Le 3 octobre 2010 se sont tenues en Bosnie-Herzégovine les élections présidentielles et municipales au niveau fédéral. Les électeurs de la fédération de Bosnie-Herzégovine ont également élu les membres de la chambre basse et les représentants des chambres cantonales. Les électeurs de la Republika Srpska ont, quant à eux, élu le Président, le vice-Président et les membres du parlement de l'entité serbe. Bakir Izetbegovic a succédé à Haris Silajdzic comme représentant bosniaque de la présidence collégiale. Zeljko Komsic, pour la partie croate, et Milorad Dodik, pour la Republika Srpska, ont été également élus.

Cités Unies France : Différentes agences de presse étrangères ont, le lendemain de la publication des résultats des élections, prétendu que le représentant bosniaque Bakir Izetbegovic était un espoir pour les réformateurs du pays tout en regrettant la réélection de Nebojsa Radmanovic considéré comme un défenseur de la ligne dure de la Republika Srpska. Qu'elle est votre analyse ?

Jean-Arnault Dérens : Bakir Izetbegovic est tout sauf un modéré. Disons que Haris Silajdzic fut présenté lui aussi, en 2006, comme un facteur de renouveau potentiel et modéré alors qu'il ne fut pas coopératif, voire même radical. Son éviction a donc, bien entendu, été soulignée par la communauté internationale. Un troisième candidat, Fahrudin Radonic, assez peu connu hors de Bosnie, professe un « nationalisme musulman laïque de type fascisant ». Sa référence est plutôt l'ethnicité que la religion en tant que telle. Il a une position systématique de rejet face aux Serbes et aux Croates. Dès lors, Bakir apparaît comme un moindre mal.

Il n'y a pas de changement du côté serbe. Milorad Dodik a un contrôle permanent de l'opinion à travers son contrôle des médias et en contrôlant les activités économiques de la Republika Srpska. Il a une confirmation de son hégémonie. Mais il semblerait, tout chose étant relative, qu'il a subi un certain revers électoral. Mladen Ivanic n'a pas fait un mauvais résultat et n'a été devancé que légèrement par le candidat soutenu par Milorad Dodik. Ce dernier confirme sa domination, mais un certain tassement de l'opinion s'observe. Bakir va devoir faire des compromis, n'ayant pas la base électorale suffisante car le parti socio démocrate n'a qu'une majorité relative.

Le principal problème, peu évoqué par ailleurs, est ce qu'il se passe du côté croate. Le parti nationaliste, le HDZ, a confirmé son hégémonie. L'élection du membre croate à présidence est l'exemple flagrant de l'aberration du système actuel.

Côté Republika Srpska, tous les électeurs élisent un membre de la présidence, qu'on soit Serbe, Croate, Bosniaque, Ukrainien, juif ou de nationalité indéterminée, on vote pour un type qui sera le représentant de la Republika Srpska au sein de la présidence collégiale. En fédération par contre, il y a deux collèges, un pour élire le membre croate, un pour élire le membre bosniaque. Mais chacun choisit librement de voter dans le collège de son choix. Ainsi, d'un côté il y a une base territoriale et de l'autre une légitimité ethno nationale. Concrètement, un Serbe de fédération va-t-il voter dans le collège bosniaque ou croate ? Il n'a pas de collège prévu pour lui, mais il doit choisir. Ainsi, ces derniers ont choisi de s'inscrire dans le collège croate et de voter pour le candidat du SDP (parti social démocrate),

pour Zeljko Komsic, tout comme de nombreux bosniaques. Pour ces derniers, il s'agit d'une stratégie. Ne pouvant élire un membre du SDP, certains ont décidé de voter pour le candidat croate. Ainsi, les Croates ne se sentent pas représentés par le candidat élu, estimant le système comme inégalitaire. Il y a un risque que les relations se tendent au point d'une revendication plus importante de la part des Croates quant à l'obtention d'une nouvelle entité. La victoire de Zeljko Komsic peut certes être vue comme une bonne chose à la vue de son profil mais la façon dont il a été élu, remet en cause cette élection. Ivo Josipovic, Président de la Croatie, seul homme d'État de la région avec de l'envergure, social-démocrate, a critiqué cette élection. Ce système électoral, sur une base ethnique n'est certes pas bon pour la Bosnie, mais puisqu'il existe le fait de le détourner n'est pas une bonne chose pour l'avenir.

CUF : Comment interpréter le soutien du président serbe Boris Tadic à Milorad Dodik ?

J.-A. Dérens : Boris Tadic a une position ambiguë. Aujourd'hui le parti démocrate (DS) en Serbie est en crise : c'est un parti qui tente un jeu d'équilibriste de plus en plus compliqué entre le credo de la défense du Kosovo et l'intégration européenne. Cela était possible jusqu'en juillet avec l'avis de la Cour Internationale de Justice, désormais, cela ne tient plus la route.

Le DS est dans une position très délicate. Ainsi, il a besoin que le calme règne à ses frontières. Milorad Dodik est quelqu'un qui n'est guère apprécié à Belgrade. Du point de vue de la capitale serbe, il vaut mieux Dodik que n'importe qui d'autre et de toute manière les dirigeants de Belgrade s'intéressent assez peu à la Bosnie. Mais ils savent comment il fonctionne donc on peut se fier à lui.

Plus fondamentalement, Boris Tadic n'aurait pas voulu que Mirorad Dodik se mette à courtiser quelqu'un d'autre sur la scène politique serbe. Sur le Kosovo, c'est un exercice délicat de rétro pédalage donc il est utile de s'afficher en Bosnie avec un grand défenseur de la « serbité ». Et puis la majorité des Serbes de Serbie s'en moque. Cette situation vaut mieux qu'un couple Dodik/Nikolic. Pour terminer, les deux partis représentés par Boris Tadic et Mirorad Dodik sont membres de l'Internationale socialiste.

CUF: Pour finir, qu'advient-il de l'ultimatum du Conseil de l'Europe du fait de la condamnation, par la CEDH, de la Bosnie-Herzégovine pour sa loi électorale jugée discriminante ?

J.-A. Dérens : Il s'agit des premières élections organisées sans surveillance internationale. Les réformes électorales n'ont pas eu lieu, il n'y a pas eu de fraude trop visible, tout le monde est content. C'est une mise à plat du système qui serait nécessaire car la révision souhaitée par le Conseil de l'Europe n'intervient finalement qu'à la marge.

Par contre, il y a un échec des partis alternatifs comme Nasa Stranka (« notre parti ») en fédération et le nouveau parti socialiste pour la Republika Srpska. Il s'agit pour eux d'une contre performance car ils n'ont réussi à élire qu'un seul député. Les pratiques de fraudes ont certainement eu des conséquences sur l'élection de certains de leurs membres. Mais malgré cela, leurs performances demeurent très faibles. Ils n'ont pas réussi à réitérer les résultats des élections cantonales durant lesquelles, ils ont obtenus de bons résultats comme à Sarajevo.

APPEL A PROJETS ANNUEL

Le nouvel appel à projets en soutien aux actions de coopération décentralisée

A la suite de la séance de la Commission nationale de la coopération décentralisée du 6 juillet 2010, le ministère des Affaires étrangères et européennes lance pour 2011 un nouvel appel à projets en soutien aux actions de coopération décentralisée dans le cadre du programme « Solidarité pour les pays en développements ». L'appel à projets s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs groupements dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères.

Les pays de l'Afrique subsaharienne, Madagascar et des Comores font partie des zones prioritaires de cet appel à projets.

Les dossiers devront être déposés en ligne **avant le 31 décembre 2010**. La procédure de dépôt, de gestion et d'instruction dématérialisée sera mise en ligne prochainement dans l'Extranet de la coopération décentralisée.

Les collectivités territoriales sont invitées à prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès des services placés sous l'autorité de l'Ambassadeur de France qui sont leurs interlocuteurs privilégiés pour éclairer le contexte local de leur coopération.

L'appel à projets ainsi que tous les documents permettant de préparer le dépôt en ligne dans le Portail de la coopération décentralisée sur France Diplomatie sont disponibles à l'adresse suivante :
<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=539&clv=2&menuid=535>

SECURITE

Débat : coopération décentralisée et sécurité au Sahel

Comme annoncé dans notre dernière lettre mensuelle, Cités Unies France a organisé, le 13 octobre dernier, un débat portant sur l'incidence du contexte sécuritaire actuel au Sahel sur les partenariats de coopération décentralisée. Elle a eu lieu en présence de Jean-Christophe Rufin, ancien ambassadeur de France au Sénégal, académicien, Antoine Joly, délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), Gérard Tournier (sous-directeur du Centre De Crise (MAEE), les présidents des groupes-pays Afrique : Guy Michel Chauveau (Mali), Georges Morin (Algérie), Michel Sapin (Mauritanie), Stéphane Valli (Niger) et Monique Papot-Libéral (Togo). Etaient excusés Jean-Bernard Damiens (Burkina Faso) et Marie-Pierre Bresson (Sénégal).

L'objectif de ce débat était de mieux comprendre le Sahel dans sa complexité et de réfléchir aux modalités de poursuite des partenariats en tenant compte de la menace terroriste actuelle. Jean Christophe Rufin a fait une analyse de la menace terroriste dans cette zone : origines, activités, moyens, impact sur la coopération décentralisée. Les échanges ont porté sur différentes questions dont :

- la mouvance des zones délimitées par le Centre de crise du Quai d'Orsay ;

- la responsabilité morale et pénale des collectivités territoriales ;
- la nécessité de continuer les partenariats ;
- les perspectives et pistes à explorer pour la poursuite des actions de coopération décentralisée.

Un compte-rendu des échanges sera envoyé prochainement à l'ensemble des acteurs et mis en ligne sur notre site Internet.

Cités Unies France prendra l'initiative d'une nouvelle séance, à caractère de formation, pour les élus et cadres territoriaux qui souhaitent mieux se préparer et concevoir des réponses adéquates dans leurs partenariats

BÉNIN - BURKINA FASO - MALI

Projet d'appui à l'amélioration des services publics et à la gouvernance « concertée » en Afrique de l'Ouest - financement européen

Cités Unies France, avec ses partenaires le Laboratoire citoyenneté (association de droit burkinabé à vocation régionale) et le GRET (groupe de recherche de recherche et d'échanges technologiques) ont obtenu un financement européen pour mettre en œuvre un projet d'amélioration du service public et de la gouvernance « concertée » au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. L'ANCB, l'AMBF et l'AMM sont également partenaires du projet et vont être impliquées dans toutes les activités de celui-ci.

Le projet se déroulera sur 3 ans avec un démarrage en janvier 2011. Il concernera les communes de Aguégoués et de Comé au Bénin, de Boromo et de Réo au Burkina Faso et de Sirakola et de Kiban au Mali. Une commune supplémentaire par pays sera choisie en concertation avec les groupes-pays concernés.

L'action proposée vise à contribuer au renforcement des capacités des autorités locales et de leurs associations à s'impliquer dans des processus locaux, nationaux et internationaux de prise de décision. Une présentation en détail de ce projet sera proposée aux prochaines réunions des groupes-pays.

ACTUALITES BÉNIN

Présidente du groupe-pays Bénin : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Inondations sans précédent

Les inondations qui frappent le Bénin depuis le début du mois d'octobre ont fait au moins 43 morts et près de 100 000 sans-abris. Quelque 800 cas de choléra ont en outre été recensés dont sept mortels et plusieurs personnes ont succombé au paludisme. Des milliers d'hectares de terres, représentant 40% de la production de riz, de maïs, de millet et d'autres productions

vivrières du pays ont été détruits lors de ces inondations qui touchent tout le pays.

Face à l'ampleur des dégâts, le gouvernement a lancé un appel à l'aide internationale et mis en place un comité de crise. Toutes les forces politiques du pays se sont mobilisées pour porter secours aux populations sinistrées, tout comme certaines ONG et associations humanitaires. Reste à savoir, quelle peut-être la solution durable pour un phénomène qui pourrait s'aggraver dans les années à venir.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010200417.html>; le 20/10/2010 par RFI)

BURKINA-FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Réunion du groupe-pays Burkina Faso

La prochaine réunion du groupe-pays Burkina-Faso aura lieu le 10 décembre 2010 de 10h à 16h30 dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour sera communiqué dans le courant du mois de novembre.

ACTUALITÉS BURKINA FASO

Présidentielles - Six candidats face à Compaoré

Six candidats seront opposés, au Burkina Faso, au président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987 et grand favori à l'élection présidentielle du 21 novembre 2010, selon la liste validée samedi par le Conseil constitutionnel. Face à M. Compaoré, 59 ans, qui se présente pour la quatrième fois après ses victoires de 1991, 1998 et 2005, deux opposants vont tenter pour la deuxième fois leur chance: Me Bénéwendé Stanislas Sankara (4,88% des voix en 2005) et Pargui Emile Paré (moins de 1%). Soutenus par de petits partis, l'ex-commandant Boukary Kaboré, dit "le lion", ancien compagnon d'armes du président Thomas Sankara (1983-1987), le diplomate Hama Arba Diallo et l'hydrogéologue Ouampoussoga François Kaboré se présenteront pour la première fois, de même que l'indépendant Maxime Kaboré. Ancien fonctionnaire des Nations Unies, M. Diallo, 71 ans, est député-maire de Dori (nord). François Kaboré a hérité du petit parti fondé par l'historien et intellectuel engagé Joseph Ki-Zerbo (décédé en 2006).

Sur les 8 candidatures déposées, le Conseil n'a rejeté que celle de Harouna Dicko, un opposant peu connu, au motif qu'il n'avait "ni versé la caution de 10 millions de francs CFA (environ 15.000 euros), ni déposé les attestations de parrainage" exigées par le Code électoral.

Théoriquement, le chef de l'Etat brigue son second et dernier quinquennat, mais son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), a annoncé son intention de réviser

la Constitution votée en 1991, pour y supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20101009193150/opposition-blaise-compaore-election-presidentielle-presidentiellesix-candidats-face-a-compaore.html>, le 09/10/2010 par AFP)

ACTUALITÉS CÔTE D'IVOIRE

Présidentielles - la CEI revient in extremis au comptage informatique des voix

Nouveau rebondissement dans l'organisation de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, à moins d'une semaine du scrutin. La CEI abandonne le comptage manuel des voix pour revenir au mode de compilation informatique, avec de nouvelles garanties négociées sous l'égide du Premier ministre Guillaume Soro. (...). Mais la tenue de la présidentielle à la date prévue reste encore suspendue la résolution des problèmes logistiques : formation du personnel, acheminement du matériel de vote et, surtout, distribution en cours de quelque 5,7 millions de cartes d'identité et d'électeur. Ce qui n'est toujours pas achevé, à moins d'une semaine du scrutin.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101025080327/onu-opposition-distribution-laurent-gbagbopresidentielle-la-cei-revient-in-extremis-au-comptage-informatique-des-voix.html>; le 25/10/2010 par Jeune Afrique)

ACTUALITÉS GUINÉE

Présidentielles - le second tour est officiellement reporté

Le président de la CENI, le général malien, Siaka Toumani Sangaré, a rendu sa décision ce vendredi 22 octobre à l'issue de deux jours de consultations avec les acteurs du processus électoral. Le second tour de la présidentielle guinéenne qui devait avoir lieu dimanche est reporté à une date ultérieure, qui reste encore à fixer.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010230001.html>; le 22/10/2010 par RFI)

ACTUALITÉS MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure

Un parlement de transition mis en place

Le régime en place à Madagascar a procédé, lundi 11 octobre 2010, à l'installation de la chambre haute du nouveau Parlement, témoignant de sa volonté de poursuivre son calendrier de sortie de crise censé déboucher sur une nouvelle Constitution et des élections générales. Le Conseil supérieur de la Transition (CST - équivalent du Sénat) a été officiellement

installé lundi, conformément à un accord politique signé le 13 août entre le régime d'Andry Rajoelina et une centaine de petits partis politiques, a constaté une journaliste de l'AFP. Cet accord, qui prévoit un référendum constitutionnel le 17 novembre, n'avait pas obtenu l'adhésion des "trois mouvances" des anciens présidents Marc Ravalomanana, Albert Zafy et Didier Ratsiraka, impliqués jusqu'à présent dans la recherche d'une sortie de crise.

« Nous avons une mission très délicate: préparer l'avènement de la Quatrième République, en franchissant les différentes étapes, dont le référendum constitutionnel », a déclaré Daniel Ramaromisa, qui présidait la cérémonie en tant que doyen du CST. (...)

(Source : <http://www.jeunefrique.com/Article/DEPAFP20101012092458/parlement-madagascar-marc-ravalomanana-constitutionun-parlement-de-transition-mis-en-place.html>; le 12/10/2010 par AFP)

MALI

Président du groupe pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche

Prochaine réunion du groupe-pays Mali

La prochaine réunion du groupe-pays Mali aura lieu le 16 décembre 2010 dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour sera communiqué dans le courant du mois de novembre.

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député maire d'Argenton-sur-Creuse

Réunion du groupe-pays Mauritanie

La prochaine réunion du groupe-pays Mauritanie aura lieu le **9 décembre 2010**, dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour sera communiqué au courant du mois de novembre.

ACTUALITES MAURITANIE

Ouverture du Forum national sur le terrorisme

La Mauritanie a inauguré, le 24 octobre 2010, son Forum national sur le terrorisme. Et dans son discours inaugural, le président Mohamed Ould Abdel Aziz a exprimé sa détermination dans la lutte contre al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Il a aussi remercié son homologue malien Amadou Toumani Touré pour son aide.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010250594.html>; le 25/10/2010 par RFI)

Reprise du rapatriement des réfugiés

Après près d'un an de suspension, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Sénégal et la Mauritanie ont repris le rapatriement des Mauritaniens vers un pays qu'ils appellent leur « maison » mais qui représente surtout, pour l'instant, l'incertitude.

Les convois hebdomadaires du HCR, qui ont repris le 18 octobre, devraient avoir ramené en Mauritanie 2 500 personnes d'ici la fin de l'année.

Les Mauritaniens au Mali attendent toujours un rapatriement.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010220965.html>; le 22/10/2010 par IRIN)

ACTUALITÉS NIGER

Le numéro deux de la junte au pouvoir mis aux arrêts

Au Niger, de source militaire et proche de la présidence, le numéro deux de la junte serait aux arrêts depuis le mercredi 13 octobre. On reprocherait au colonel Abdoulaye Badié d'avoir tenté de déstabiliser la transition militaire. Du côté des autorités, c'est le silence radio. Le colonel Badié est actuellement retenu à son domicile, dans les quartiers sud de Niamey, sous haute surveillance militaire.

Pourquoi de tels limogeages ? Aucune explication officielle n'a pour l'instant été donnée. On sait seulement qu'il existe au sein de la junte plusieurs clans. Depuis plusieurs mois, on parle de certains militaires qui souhaiteraient prolonger la transition dont la fin est prévue en mars prochain. Or, le président Salou Djibo l'a dit et redit : il faut respecter le calendrier.

D'ailleurs, le premier scrutin prévu se tiendra le 31 octobre prochain avec le référendum constitutionnel.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201010150357.html>; le 14/10/2010 par RFI)

ACTUALITÉS RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Sommet de l'OIF : Kinshasa se prépare pour 2012

A l'issue des travaux du XIII^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à Montreux (Suisse), du 22 au 24 octobre, la capitale congolaise a été désignée pour accueillir la prochaine grand-messe dans deux ans.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101024164711/onu-suisse-droits-de-l-homme-nicolas-sarkozysommet-de-l-oif-kinshasa-se-prepare-pour-2012.html>, Le 24/10/2010)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

Assises sénégalo européennes : J-3 !

Une très importante délégation européenne est attendue aux assises de la coopération décentralisée sénégalo-européennes : plus de 100 participants français, une vingtaine de participants belges, des espagnols, des italiens, ont confirmé leur participation à l'événement, qui se tiendra à l'hôtel Ngor Diarama de Dakar les 4 et 5 novembre prochain.

L'ensemble du programme ainsi que des informations pratiques sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1109>

Sénégal - invité d'honneur

Le Sénégal était le pays d'honneur aux deuxièmes rencontres yvelinoises de la coopération décentralisée, organisées le 2 octobre, à Mantes-la-Jolie. En dehors d'une délégation de haut niveau, la diaspora sénégalaise des Yvelines a démontré une dynamique impressionnante.

ACTUALITÉS SÉNÉGAL

Ambiance électrique

Des bus saccagés dans la banlieue de Dakar, le local de la Société nationale d'électricité (Sénélec) assiégé à Touba, des manifestations un peu partout dans le pays – à Thiès notamment... Les Sénégalais n'en peuvent plus des délestages intempestifs qui empoisonnent leur quotidien. L'opposition, qui s'est emparée de la question, crie au scandale. Même le Fonds monétaire international a réagi, le 30 septembre, en appelant le gouvernement à trouver « sans attendre » une solution.

Les Sénégalais pensaient pourtant en avoir fini avec ces coupures. Après la crise des mois de juin et juillet, la situation s'était améliorée. Le 17 août, le Collectif des imams et résidents de Guédiawaye, une banlieue de Dakar, avait suspendu son appel à ne plus payer les factures.

Le 30 septembre, le collectif a de nouveau appelé les Sénégalais à ne pas régler leurs factures. « Cette question ne peut être résolue par des manifestations, conclut Sarr. La solution, c'est que les Sénégalais gardent leur argent tant que la Sénélec ne donne pas correctement l'électricité! »

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2595p017.xml0/senegal-manifestation-electricite-senelecambiance-electrique.html>; le 05/10/2010)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo

La prochaine réunion du groupe-pays Togo aura lieu **le 8 novembre 2010**, de 10h00 à 12h30, dans les locaux de Cités Unies France. Elle sera suivie d'un comité de pilotage du programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise de 14h00 à 16h00.

L'ordre du jour portera sur les points suivants :

- actualités togolaises et françaises ;
- appel à projets 2011 du ministère des Affaires étrangères et européennes ;
- présentation du rapport sur la coopération décentralisée France-Togo réalisé par Anne-Claire Cadet ;
- restitution des 6ème journées de la commune togolaise ;
- présentation de la convention signée entre Cités Unies France et l'Union des Communes du Togo.

ACTUALITES TOGO

« Togo mort » : une journée contre la vie chère au pays de Faure Gnassingbé

Plusieurs associations regroupées au sein du Gravdesc, une organisation de la société civile togolaise, appellent les populations à une journée « Togo Mort » ce 15 octobre, pour protester contre la vie chère et la hausse vertigineuse des prix de première nécessité.

Quelques semaines après la grogne sociale émaillée de violences, provoquée par la hausse des prix des produits pétroliers, les regroupements et autres organisations de la société civile ne décolèrent pas. (...)

« Nous appelons les organisations des travailleurs du secteur public et privé, les associations des revendeurs et revendeuses des marchés, les conducteurs de taxis et de taxis-motos, les associations de jeunes, des femmes, les associations estudiantines et scolaires, les organisations paysannes... et toute la population à respecter le mot d'ordre "Togo mort" pendant 24 heures, le vendredi 15 octobre », a indiqué mercredi Me Amékoudji, avocat et porte-parole du Gravdesc, à jeuneafrique.com. (...)

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101015120703/faure-gnassingbe-repression-droits-de-l-homme-ltdhtogo-mort-une-journee-contre-la-vie-chere-au-pays-de-faure-gnassingbe.html>; le 22/10/2010)

AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS

« DOSSIER PAYS Afrique centrale et des Grands Lacs : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Gabon, Guinée équatoriale, RD Congo (Kinshasa), Rwanda, Sao Tomé & Principe, Tchad » - édition octobre 2010 de Cités Unis France

Avec le concours du ministère des Affaires étrangères et européennes, Cités Unies France a édité, en octobre 2010, le « Dossier pays Afrique centrale et des Grands Lacs », comprenant onze pays : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Gabon, Guinée équatoriale, RD Congo (Kinshasa), Rwanda, Sao Tomé & Principe, Tchad.

Cette étude est construite autour d'un bilan géopolitique et économique de la région, de fiches descriptives par pays ainsi qu'un état des lieux des partenariats entre les villes françaises et les villes de cette région d'Afrique.

L'enjeu de cette publication est d'ouvrir des pistes de réflexion sur le développement de la coopération décentralisée dans cette région, sur des thématiques aussi variées que denses comme la promotion de la paix par la « diplomatie » des pouvoirs locaux, la valorisation de l'environnement, les solidarités transfrontalières, etc.

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)
Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Réunion de travail dans les Côtes d'Armor

Le mardi 28 septembre 2010, s'est tenue au siège du conseil général des Côtes d'Armor, à Saint Briec, une réunion de travail à la demande de Jean-Claude Figolé, président de l'Association des maires de la Grande Anse (AMAGA) et maire des Abricots. Cette réunion, présidée par Jean le Floc'h, conseiller général délégué à la coopération décentralisée du département des Côtes-d'Armor, et Charles Josselin, président de Cités Unies France, a été organisée dans le but de mettre en résonance l'ensemble des collectivités territoriales et associations françaises investies ou désirant s'impliquer dans le développement de la Grande Anse.

Les participants ont assisté à une complète présentation du département de la Grande Anse par Jean-Claude Figolé qui a également évoqué les besoins de son département, notamment dans les domaines de l'éducation, l'agriculture, la pêche et la santé.

Par la suite, les représentants des différentes collectivités territoriales et associations présentes, ont pu s'exprimer à propos de leurs actions en cours et à venir dans le département Haïtien.

La discussion sur l'organisation de la coopération sur la Grande Anse a mené à la réflexion sur l'importance d'aller vers une forme de mutualisation des actions, vers une action conjointe entre les communes, les associations et les autorités haïtiennes.

ACTUALITÉS HAÏTI

Elections présidentielles et législatives

Le 28 novembre prochain aura lieu le premier tour des élections législatives et présidentielles en Haïti. A cette occasion, la nouvelle chambre de députés, un tiers du Sénat et le successeur du président René Préval seront élus. 850 candidats se sont présentés pour 99 postes de députés, 95 pour 11 sièges de sénateurs, et 19 pour la présidence du pays. Le gouvernement attend les résultats préliminaires le 7 décembre et les résultats finaux le 20 décembre 2010, pour définir l'éventualité d'un deuxième tour. Il faut noter que le coût des scrutins est évalué à 29 millions de dollars et sera financé à plus 90% par la communauté internationale.

Par ailleurs, l'Organisation des Etats Américain (OEA) et la Communauté des Caraïbes (Caricom) vont envoyer une mission d'observation électorale conjointe, composée de 150 observateurs, afin de surveiller les activités électorales, la campagne électorale, le processus de votation et de dépouillement des bulletins de vote.

(Sources : <http://www.haitilibre.com/article-730-haiti-oea-150-observateurs-vont-surveiller-le-processus-electoral.html> ; http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/09/27/005-Haiti_elections_debut_campagne.shtml)

Renouvellement du mandat de la MINUSTAH

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé à l'unanimité la résolution 1944 du 14 octobre 2010, visant à proroger et renouveler le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) jusqu'au 15 octobre 2011. La résolution stipule le maintien du niveau global des effectifs de la mission (un maximum de 8 940 soldats et officiers et 4 391 policiers) et demande au Secrétaire général de réaliser une évaluation de la situation générale sur le plan de la sécurité après l'élection du nouveau gouvernement qui aura lieu le 28 novembre prochain.

Le conseil de sécurité fait également un appel spécifique aux donateurs internationaux en leur demandant de respecter les engagements pris lors de la Conférence internationale des donateurs du 31 mars 2010 sur «Un nouvel avenir pour Haïti ». Il soulève l'importance de coordonner leurs actions et de travailler en collaboration avec la commission intérimaire pour le relèvement d'Haïti en vue de « renforcer la capacité du gouvernement de mettre à exécution le plan d'action national pour le relèvement et le développement d'Haïti ».

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la Résolution 1944 (2010), La question concernant Haïti, du conseil de sécurité de l'ONU, disponible en ligne sur :
<http://www.un.org/french/docs/sc/2010/cs2010.htm>

ACTUALITÉS COLOMBIE

Elue membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU

La Colombie a été élue le 12 octobre dernier comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2011-2012. Elle a obtenu au premier tour 186 votes d'un minimum requis de 128 (soit des deux tiers des votants), ce qui lui permettra de représenter l'Amérique Latine pour la septième fois. Elle remplacera le Mexique qui termine sa mission le 31 décembre prochain et accompagnera le Brésil dans la représentation latino-américaine.

(Source : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23319&Cr=Conseil&Cr1-12/10/10>)

ACTUALITÉS VÉNÉZUELA

Elections législatives

Le 26 septembre dernier ont eu lieu les élections législatives au Venezuela. Le parti du président Hugo Chavez, parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), a remporté la majorité absolue en gagnant 98 des 165 sièges de l'Assemblée Nationale, contre 62 sièges des partis d'opposition. D'après le Président de la République, cette victoire lui permettra de continuer « d'approfondir le socialisme bolivarien et démocratique » dans le pays. Cependant, à

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES



différence des 5 dernières années où le gouvernement a contrôlé l'Assemblée Nationale à l'écrasante majorité, cette fois-ci sans majorité qualifiée, il ne pourra pas faire passer des lois organiques sans négocier avec l'opposition. Et le défi s'annonce d'autant plus important pour le gouvernement après une année difficile; une crise énergétique importante, une inflation record de 30%, et une hausse de la criminalité sans précédents (deux personnes tuées par heure en 2009).

(Sources : <http://www.rfi.fr/ameriques/20100930-venezuela-polemique-continue-quatre-jours-apres-resultats-legislatives> - 30/09/10 ;
http://www.lepoint.fr/monde/venezuela-victoire-du-parti-de-chavez-aux-legislatives-malgre-une-percee-de-l-opposition-27-09-2010-1241510_24.php - 27/09/10)

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ARMÉNIE

Les premières assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, du 6 au 9 octobre 2010, à Erevan

La promotion et le développement de la Francophonie ont été au cœur de ces assises. L'Arménie, devenue membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie, manifeste une volonté politique déterminée à encourager les fondements et les valeurs de la diversité linguistique et culturelle qui unit la communauté francophone.



Charles Josselin serre la main à Serge SARKISSIAN, Président de la République d'Arménie en présence d'Edward Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères d'Arménie

Dans cette perspective, les collectivités françaises et arméniennes partenaires se sont réunies autour de quatre tables rondes :

- l'apprentissage du français ;
- la gouvernance locale et la formation des cadres ;
- le développement économique, le tourisme et le développement durable;
- la mutualisation des actions de coopération.

Le gouvernement arménien a été représenté par Edward Nalbandian, ministre des Affaires étrangères d'Arménie, et Armen Guevorguian, vice-premier ministre, ministre de l'Administration territoriale.

Plus de 150 participants du côté français étaient présents à Erevan, venus de près de 30 collectivités : Aix-en-Provence, Bagnaux, Bourg les Valence, Chasses-sur-Rhône, Clamart, Créteil, Décines-Charpieu, Grenoble, Issy-les-Moulineaux, Lyon, Marseille, Nice, Paris, Plessis-Robinson, Romans-sur-Isère, Saint-Chamond, Valence, Vaulx-en-Velin, Vienne, Hauts-de-Seine, l'Isère, Ile de France, Provence Alpes Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Vendée...

Il existe plus d'une vingtaine de partenariats entre collectivités françaises et arméniennes dans des domaines aussi variés que le développement économique, le tourisme, l'éducation,



l'appui institutionnel et culturel. Certaines coopérations ont plus d'une vingtaine d'années. La plus ancienne, entre Bagneux et Vanadzor, date de 1967.

Aujourd'hui, les collectivités françaises et arméniennes souhaitent se réunir pour développer ces partenariats. La création d'un groupe-pays Arménie au sein de Cités Unies France a été actée. Une réunion bilan des assises sera bientôt organisée dans les locaux de Cités Unies France.

Pour télécharger la charte de la coopération décentralisée franco-arménienne vous pouvez visiter le site Internet de Cités Unies France à cet adresse:

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1011>

Charles Josselin et Hovik ABRAHAMIAN,
Président de l'Assemblée Nationale d'Arménie



L'Arménie : la visite de terrain avec la délégation du Conseil général des Hauts-de-Seine

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse

Assises vietnamo-françaises, les 5 et 6 novembre 2010, à Haiphong

Dans quelques jours auront lieu les huitièmes assises vietnamo-françaises. Les délégations françaises seront nombreuses, près de 150 représentants de collectivités françaises feront le déplacement. Les participants rencontreront leur homologues vietnamiens pour échanger sur les grandes problématiques de la coopération décentralisée franco-vietnamienne.

Le programme et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site internet de Cités Unies France. La ville d'Haiphong a créé un site Internet dédié aux assises à l'adresse suivante : <http://vietfranco8.com>.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur adjoint (Inde)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

BALKANS OCCIDENTAUX

La 7^{ème} conférence de la Charte européenne de la sauvegarde des droits de l'Homme dans la ville, à Tuzla (Bosnie-Herzégovine)

La 7^{ème} conférence de la Charte européenne de la sauvegarde des droits de l'Homme dans la ville s'est tenue du 7 au 9 octobre 2010 à Tuzla, en Bosnie-Herzégovine, ville jumelée avec la ville de Saint-Denis, organisatrice de la 2^{ème} rencontre, durant laquelle la Charte fut adoptée.

Cette Charte a pour but de promouvoir les relations entre ses signataires afin de promouvoir les droits de l'Homme à l'échelle locale. La déclaration finale, adoptée aux termes de ces trois jours, réaffirme la volonté des participants à mettre en œuvre tous les moyens disponibles et à mutualiser leurs connaissances et expertises au profit des droits fondamentaux.



Les collectivités présentes ont appelé les institutions européennes et leurs pays membres à reconnaître le rôle actif qu'elles ont dans la promotion de ces droits humains mais aussi dans l'approvisionnement de services essentiels à tous les habitants. Ainsi, les participants ont appelé de leurs vœux la reconnaissance par les Etats du droit de vote des étrangers ainsi que l'accès aux services publics. La gestion publique des biens du patrimoine naturel et historique des villes, ainsi que la tarification sur des critères sociaux de l'énergie et de l'eau furent également au centre des débats.

Pour plus d'information : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1126>.

Réunion technique avec le « Courrier des Balkans »

Lundi 25 octobre s'est tenue une réunion technique entre le Courrier des Balkans, représenté par son fondateur et son rédacteur en chef, Jean-Arnault Dérens, et Cités Unies France. Il a été acté d'une collaboration accrue entre les deux entités, notamment dans l'élaboration de la lettre d'information mensuelle.

Par ailleurs, alors que le répertoire de la coopération « Balkans occidentaux » avance à grands pas, le Courrier des Balkans a été sollicité pour apporter son expertise quant à la rédaction dudit ouvrage.

Au-delà de la coopération rédactionnelle, une volonté réelle a été affichée d'organiser, en commun, des réunions d'informations sur différents thèmes intéressant les collectivités françaises investies en Europe du Sud-est mais également toutes autorités locales désireuses

d'approfondir ses connaissances et d'apporter son expertise sur des sujets d'actualités. Ainsi, une conférence pourrait se tenir sur le thème des Roms et de leur intégration en France et en Europe.

Voir en début de cette lettre l'interview de Jean-Arnault Dérens, fondateur et son rédacteur en chef du Courrier des Balkans.

RUSSIE

Prochaine et dernière réunion du comité de pilotage de la 3^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales, le 5 novembre 2010, à Cités Unies France

La 3^{ème} Rencontre franco-russe se déroulera les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg, Palais de la Musique et des Congrès.

La prochaine et dernière réunion du comité de pilotage aura lieu le 5 novembre, à 14h30, dans les locaux de Cités Unies France.

« Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe » de Cités Unies France - Fiche de capitalisation

Cités Unies France, investie dans cette Rencontre, élabore actuellement son « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », à destination des collectivités territoriales, visant à recenser l'ensemble des partenariats entre les autorités locales françaises et leurs homologues russes.

Par conséquent, nous serions intéressés par les actions et partenariats que les collectivités françaises entretiennent ou ont entretenu avec la Russie.

Nous ferons parvenir ladite publication une fois achevée aux collectivités ayant répondu à notre **Fiche de capitalisation** (vous pouvez la télécharger à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>, et nous retourner par fax au :

01 53 41 81 41 ou par courriel : europa@cites-unies-france.org).

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

APPEL A PROJETS ANNUEL

Le nouvel appel à projets en soutien aux actions de coopération décentralisée

A la suite de la séance de la Commission nationale de la coopération décentralisée du 6 juillet 2010, le ministère des Affaires étrangères et européennes lance pour 2011 un nouvel appel à projets en soutien aux actions de coopération décentralisée dans le cadre du programme « Solidarité pour les pays en développements ».

L'appel à projets s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs groupements dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères. La Méditerranée fait partie des zones prioritaires de cet appel à projets.

Les dossiers devront être déposés en ligne avant le 31 décembre 2010. La procédure de dépôt, de gestion et d'instruction dématérialisée sera mise en ligne prochainement dans l'Extranet de la coopération décentralisée.

Les collectivités territoriales sont invitées à prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès des services placés sous l'autorité de l'Ambassadeur de France qui sont leurs interlocuteurs privilégiés pour éclairer le contexte local de leur coopération.

L'appel à projets ainsi que tous les documents permettant de préparer le dépôt en ligne dans le Portail de la coopération décentralisée sur France Diplomatie sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=539&lv=2&menuid=535>

ACTUALITÉS ALGÉRIE

Réforme du code des communes

Le code communal algérien est sur le point d'être réformé. Un avant projet a été présenté en conseil des ministres, le 28 septembre dernier. S'il n'a toujours pas été rendu public, beaucoup des élus de l'opposition l'ayant étudié ne ménagent pas leur critique à l'encontre de cette nouvelle mouture du code (le précédent date de 1990). En effet, pour ces derniers le nouveau code, loin de démocratiser la vie politique locale, ne viserait qu'à centraliser un peu plus les prises de décisions notamment par le biais du renforcement du pouvoir des walis.

Le corps des walis a d'ailleurs fait l'objet d'un profond remaniement lors de ce même conseil des ministres, puisque ce sont 11 fins de fonction, 28 mutations et 12 nouvelles nominations qui ont été décrétées par Abdelaziz Bouteflika.

Ces informations seront plus amplement détaillées très prochainement puisque le groupe-pays Algérie se voit doté d'une toute nouvelle lettre d'information qui lui sera propre et dont le premier numéro sera disponible courant novembre sur le site de Cités Unies France.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du groupe-pays Israël, 25 novembre 2010

A l'ordre du jour de cette réunion, l'organisation des prochaines assises de la coopération franco-israélienne qui auront lieu en Israël, à Haïfa, en 2011. Le groupe abordera également le thème de la jeunesse.

Le président du groupe-pays se rendra en Israël, du 7 au 12 décembre prochain, afin de rencontrer les partenaires israéliens et avancer dans l'organisation de l'événement.

Les actes des premières assises sont désormais disponibles et ont été envoyés à tous les participants aux assises.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du groupe-pays Liban, le 29 novembre

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra le 29 novembre, de 9h30 à 13h30, à Cités Unies France, en présence de Martine Herlem, attachée de coopération au SCAC de l'Ambassade de France à Beyrouth.

La réunion portera essentiellement sur le « programme concerté Liban ». L'ordre du jour prévisionnel sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Réunion du groupe-pays Maroc, le 7 décembre 2010

La prochaine réunion du groupe-pays Maroc se tiendra le 7 décembre prochain, à Cités Unies France, de 10h00 à 13h30. La réunion mettra l'accent sur la finalisation des projets du PAD Maroc et le lancement du fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine. Un point sera également fait sur deux points d'actualité en matière de décentralisation au Maroc, à savoir les premières conclusions de la commission sur la régionalisation ainsi que l'enjeu des plans de développement locaux pour les mandats locaux marocains actuels.

L'ordre du jour prévisionnel et le bulletin de participation sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1132>

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Réunion du RCDP du 18 octobre

Le 18 octobre dernier, les membres du RCDP se sont réunis à Cités Unies France. La réunion avait pour objectif de faire le point sur les moyens légaux de s'opposer à l'importation des produits issus des colonies israéliennes en territoire palestinien.



Maître Gilles Devers, avocat au barreau de Lyon et conseiller juridique auprès de la campagne « *Boycott Desinvestment Sanction* (BDS) » a apporté son expertise en la matière aux membres du RCDP.

L'auditoire a ensuite réservé un accueil chaleureux à Sarhan Salaymeh, maire d'Al-Ram en Cisjordanie. Ce dernier a remercié dans son discours l'ensemble du RCDP pour sa mobilisation et son soutien aux palestiniens. Il a lui-même évoqué la problématique des exportations des produits issus des colonies qui complexifie un peu plus encore la création d'un Etat Palestinien.

Les collectivités membres du RCDP se sont mises d'accord pour se retrouver le 30 novembre prochain afin de se prononcer sur une éventuelle action collective.

Le compte-rendu de cette réunion sera très rapidement disponible sur le site de Cités Unies France.



Semaine de la solidarité

Pour la Semaine de la Solidarité Internationale 2010, la ville de Belfort organise une soirée exceptionnelle dédiée à sa ville partenaire palestinienne, Hébron.

L'héritage culturel palestinien sera mis à l'honneur en présence notamment d'Elias Sanbar, Ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO, d'Ernest Pignon-Ernest, artiste plasticien, et d'une délégation d'Hébron conduite par son Maire, Khaled Osaily.

TURQUIE

Réunion préparatoire à la création d'un groupe-pays Turquie : ATTENTION ! Changement de date

La réunion prévue initialement, le 1er décembre, est reportée au 14 décembre 2010, de 14h00 à 17h00, dans les locaux de Cités Unies France

Le bulletin d'inscription et l'ordre du jour de cette réunion sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France.

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1147>

Nouvelle convention de coopération

Le 22 octobre 2010, s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Strasbourg, la cérémonie de signature de la convention de coopération entre la Ville de Strasbourg et la Municipalité métropolitaine de Kayseri, en présence d'une délégation de la ville de Kayseri conduite par Mehmet Özhaseki, maire.

La convention, signée pour une durée de trois ans, porte sur des échanges de bonnes pratiques dans les domaines suivants : préservation du patrimoine historique et culturel ; transports et mobilités urbaines durables ; urbanisme et logement, notamment social.

La signature du Protocole d'accord entre le conseil général de la Gironde et la municipalité métropolitaine de Samsun aura lieu à Bordeaux, le vendredi 19 novembre 2010, en présence d'Yusuf Ziya Yilmaz et avec le soutien de l'Ambassade de France à Ankara.

KOWEIT

Vers un forum franco-arabe de la coopération décentralisée



Claude Nicolet, Georges Morin et Maan Chibli,
maire d'Alep

Une délégation de Cités Unies France composée de Claude Nicolet, conseiller communautaire, maire adjoint de la ville de Dunkerque et conseiller régional Nord-Pas-de-Calais, et Georges Morin, maire adjoint de Gières, a pu participer à la 15ème Assemblée Générale de l'Organisation des Villes Arabes (OVA) qui s'est tenue du 2 au 5 octobre dernier à Koweït-City. La délégation de Cités Unies France a pu représenter les collectivités locales françaises de Cités Unies France et voir ainsi comment renforcer les liens entre collectivités locales françaises et collectivités locales de l'ensemble des 22 Etats arabes.

Cette réunion a été placée sous le haut patronage de **Son Altesse, le Prince Cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Sabah**. Le thème de l'Assemblée Générale était « Villes de la connaissance et avenir de la jeunesse ».



Claude Nicolet, Georges Morin et Fathallah Oualala, maire de Rabat



Réunion OVA et Cités Unies France



Vice-ministre palestinien des collectivités locales, Issam Akel, directeur général de l'APLA et Claude Nicolet



Claude Nicolet, Jean-René Gehan, ambassadeur de France au Koweït, Georges Morin, Jean Paraf, directeur général de l'AMF, et Pierre Schapira, maire adjoint de Paris

La conférence a été organisée en partenariat avec UNO-Habitat du Koweït, qui célébrera, à cette occasion, la journée mondiale de l'Habitat. 400 maires de villes arabes ont participé à cette Assemblée Générale. La conférence a confirmé la volonté de plus en plus nette des collectivités arabes de nouer des liens solides avec l'ensemble de leurs partenaires partout dans le monde. Preuve en est, en dehors de la présence des villes françaises, celle des représentants des collectivités locales des Etats-Unis d'Amérique ainsi que de Chine et de Turquie.

Dans les échanges avec l'OVA, le lien particulier entre la France et le monde arabe a été rappelé. C'est aussi une porte d'entrée privilégiée pour l'Union Européenne. Il a également été dit que des contacts avec des régions où nous sommes moins présents sont souhaités, par exemple la Syrie, la Jordanie ou encore l'Irak ainsi que les pays du Golfe. Ce qu'il faut en retenir c'est cette ambition qui s'affiche et cette volonté d'échanger sur tous les domaines. Une réunion CUF/OVA, en présence des maires de Beyrouth, Alep, Amman, Bagdad, Tripoli, Damas ainsi que des villes palestiniennes s'est tenue en marge de l'Assemblée Générale de l'OVA.

Il a été proposé d'organiser l'année prochaine le premier forum franco-arabe de la coopération décentralisée. Ce forum pourrait avoir lieu dès l'été prochain à Paris. Des discussions sont en cours.

Le comité de pilotage pour l'organisation de ce forum devrait avoir lieu en février prochain à Malaga à l'occasion d'une conférence euro arabe.

SEMAINE ECONOMIQUE DE LA MEDITERRANEE

Développement économique et coopération décentralisée

Dans le cadre de la semaine économique de la Méditerranée, Cités Unies France et la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du ministère français des Affaires étrangères et européennes organisent, le vendredi 3 décembre prochain à Marseille, un atelier sur le développement économique et la coopération décentralisée.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

La Plate-forme Coopération et Tourisme organise un « *side-event* » aux assises sénégal-européennes de la coopération-décentralisée

Aujourd'hui, le tourisme est considéré comme un sujet fédérateur et porteur de développement dans le cadre de la coopération décentralisée.

Les autorités sénégalaises ayant d'abord intégré le tourisme à l'atelier « développement économique », elles lui ont finalement consacré un temps spécifique.

Il est toutefois intéressant que les dimensions tourisme, économie et approche territoriale, soient intégrés dans une même réflexion globale.

1^{ère} réunion du groupe « tourisme » de CGLU, du 22 au 26 novembre 2010, à Merida

Cités Unies France, en tant que secrétaire adjoint du groupe de travail « tourisme » de CGLU, organise avec la présidence du groupe de travail, l'Etat du Yucatan, du 22 au 26 novembre, à Merida, la première réunion du groupe de travail.

Inscrit dans le cadre du Congrès mondial de CGLU à Mexico, cet événement est l'occasion de réunir l'ensemble des collectivités membres du groupe de CGLU. A l'invitation d'Ivonne Ortega Pacheco, Gouverneure du Yucatan et présidente du groupe « Tourisme » de CGLU, ce rendez-vous intitulé « Expériences de tourisme responsable » devra permettre de définir un programme d'activités et de rencontres pour construire un savoir-faire partagé et permettre d'introduire cette dimension dans les coopérations décentralisées à travers le monde..

Les collectivités adhérentes à Cités Unies France, de facto membres de CGLU, souhaitant participer à ce groupe de travail mondial, sont invitées à signaler leur intérêt auprès de Cités Unies France.

Colloque de haut niveau sur « Le tourisme durable pour le développement des pays les moins avancés » organisés par la CNUCED, accueilli par la région Basse-Normandie

Du 12 au 14 octobre dernier, s'est tenue une réunion internationale d'experts sur le tourisme durable pour les Pays les Moins Avancés, organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans le cadre des Quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA (Istanbul, mai 2011).

Accueillis par la région Basse-Normandie, une vingtaine de pays sont venus partager leur expérience de politique de développement touristique et chercher des mécanismes permettant l'émergence de leur pays comme destination touristique pour trouver des démarches complémentaires d'amélioration du développement sur la base de leur ressource.

Ayant vocation à faciliter l'atteinte des objectifs du millénaire, la réunion a largement couvert les questions de gouvernance, de participation et d'appui aux partenaires locaux

privés mais aussi de la société civile enfin la facilitation de nouvelles formes de coopération et de partenariat, y compris au niveau régional, a été évoquée.

Un document de recommandations a été rédigé et discuté par les pays, et sera présenté dans les travaux à Istanbul.

Accès à la Plate-forme

Suite à l'annonce faite de la création d'un code d'accès unique au site de la Plate-forme Coopération et Tourisme, des aménagements techniques sont en cours sur le site internet.

Le compte rendu, sans le code, sera mis en ligne sur le site de CUF fin octobre et un mail avec le mot de passe et identifiant sera envoyé courant décembre aux membres du groupe tourisme responsable.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Pôle d'expertise européenne – nouvelle formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? », les 24, 25 et 26 novembre 2010

Les 9 et 10 septembre derniers, a eu lieu, à l'Agence française du développement, la première formation sur les financements européens proposée par le pôle d'expertise européenne de Cités Unies France. Les stagiaires ont suivi pendant deux jours un apprentissage sur les instruments financiers susceptibles de financer leur projet. Ils ont également acquis les connaissances essentielles de l'approche par objectifs pour pouvoir monter des demandes de subventions européennes.



En présence de la Commission européenne, de l'AFD et de formateurs, les stagiaires ont pu réagir et profiter de séance de travail en sous-groupe.

Comme annoncé, Cités Unies France et l'Agence française du développement organisent une seconde formation sur les appels à propositions européens, les 24, 25 et 26 novembre prochains à Paris (siège : AFD).

Les trois grands objectifs de cette formation sont :

- identifier les financements européens pour un projet ;
- rédiger le formulaire complet : cadre logique ;
- maîtriser l'approche projet par objectifs.

Le programme et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site Internet de Cités Unies France.

Attention : il n'y a que 15 places disponibles ! Les collectivités territoriales adhérentes bénéficieront d'un tarif d'inscription réduit.

Platforma : comité de coordination le 26 octobre 2010, à Bruxelles

Le dernier comité de coordination de Platforma, la « voix européenne des autorités locales et régionales pour le développement », s'est déroulé à Bruxelles, le 26 octobre. Platforma s'est vue attribuer un nouveau financement par la Commission. Le dialogue avec la Commission se trouve dans une phase cruciale, car les priorités, stratégies et instruments pour la prochaine période budgétaire devront être définis d'ici le mois de mai.

Platforma organisera une table ronde lors des Journées européennes du développement, le 6 décembre, à Bruxelles. Un compte-rendu complet du comité sera disponible sur le site internet de Cités Unies France. Par ailleurs, le conseil national de CUF fera le point sur toutes ces évolutions, lors de sa réunion du 26 janvier.

Platforma : audition « *ad hoc* » au Parlement européen, le 26 octobre 2010

Platforma a été reçue à Bruxelles par des membres de la commission Développement du Parlement européen, le 26 octobre dernier. Les échanges avec les parlementaires ont porté sur la place des autorités locales dans l'aide au développement et dans la politique d'aide extérieure de l'Union. La séance a montré qu'il faudra s'investir davantage dans les relations avec le Parlement européen, en vue de son poids croissant.

Un compte-rendu complet sera disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

PUBLICATION

Les agences d'urbanisme au service de la coopération décentralisée : un nouveau guide

Cités Unies France, la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU), l'Agence française de développement (AFD), et le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du développement durable et de la Mer (MEEDDM) ont réalisé conjointement une étude intitulée « les agences d'urbanisme au service de la coopération décentralisée ».

L'étude explore et encourage les liens possibles et souhaitables entre action internationale des collectivités locales et action internationale de leurs agences d'urbanisme. Présentée sous forme d'un guide, elle présente les enjeux de l'action internationale des agences d'urbanisme et précise les modalités juridiques d'une collaboration entre services de coopération décentralisée et agences d'urbanisme.

Vous pouvez recevoir cette étude sur simple demande auprès de Cités Unies France.

RAPPEL : FORMATION

« **Piloter l'évaluation d'une relation et/ou d'une action de coopération décentralisée** »
- 24 novembre 2010

Cette formation organisée par le F3E, destinée aux élu-e-s et aux agents des collectivités territoriales, permettra de clarifier le sens d'une évaluation et d'identifier les grandes étapes du pilotage d'une évaluation externe d'une relation et d'actions de coopération décentralisée.

Programme et bulletin d'inscription : <http://f3e.asso.fr/spip.php?article926>

Information et contact : Audrey Noury, courriel : a.noury@f3e.asso.fr

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

L'assemblée constitutive du Fonds Mondial pour le Développement des Villes

L'assemblée constitutive du Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV) s'est tenue le 7 octobre 2010, à la mairie de Barcelone, en marge du conseil d'administration de Metropolis. Présidée par Jordi Hereu, maire de Barcelone, et animée par Josep Roig, secrétaire général de Metropolis, l'assemblée constitutive a réuni les 30 membres fondateurs, des collectivités locales et des organisations internationales.

Metropolis et Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) se sont engagés comme premiers fondateurs du FMDV.

Le président de la région Ile de France, Jean-Paul Huchon, a invité l'ensemble des membres fondateurs du FMDV à se retrouver pour la première assemblée générale et le premier conseil d'administration, le 5 avril 2011, au Caire, avant de clore l'assemblée générale constitutive du FMDV.

Pour plus d'informations ou pour déposer une demande de projet : www.fmdv.net
Contact : Alain Le Saux, directeur de projet, courriel : alain.lesaux@iledefrance.fr

SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La semaine de la solidarité internationale à Fontenay-sous-Bois

Dans le cadre de la Semaine de la Solidarité internationale 2010, la ville de Fontenay-sous-Bois (Val de Marne - 52 220 habitants) organise du 13 au 28 novembre la 3^e Quinzaine de la solidarité internationale. 31 associations et 5 services municipaux sont associés à la préparation et l'organisation de cette manifestation, riche de 28 initiatives autour de 6 thématiques : migration(s), démocratie, indépendances et colonialisme, paix, développement durable et interculturalité. Un forum de la Solidarité internationale clôturera la Quinzaine le samedi 27/11 en salle J. Brel (débat, animations, parrainage de citoyens sans papiers, etc.)

Cette Quinzaine témoigne du dynamisme des acteurs associatifs fontenaysiens dans la solidarité internationale. A Fontenay-sous-Bois, la coopération internationale est plus que jamais un vecteur de citoyenneté, de lien social et de démocratie locale.

Programme complet : www.fontenay-sous-bois.fr

Point info « Coopération décentralisée et intercommunalités » au 93^{ème} Congrès des Maires de France

Le 23 novembre prochain, de 10h30 à 12h00, à l'occasion du 93^{ème} Congrès des Maires de France, un point info sur la coopération décentralisée et l'intercommunalité sera proposé. Sous la présidence de Nicole Feidt, maire de Toul, cet atelier fera le point sur les actions extérieures des intercommunalités. La complémentarité d'action des communes et de l'intercommunalité fera l'objet d'un débat. Le programme est téléchargeable sur le site de l'AMF.

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assemblée générale de Pays de Savoie solidaires	Chambery	4 novembre	Pays de Savoie Solidaires
Assises sénégaléo-européennes de la coopération décentralisée	Dakar	4 - 5 novembre	Comité de pilotage
11 ^{ème} Foro de Biarritz	Biarritz	4 - 5 novembre	Ville de Biarritz/ Centre de Management Europe Amérique Latine (CMEAL)
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Réunion du groupe-pays Togo	CUF	8 novembre (matin)	CUF
Comité de pilotage du programme concerté de promotion et de renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise	CUF	8 novembre (après-midi)	CUF
3 ^{èmes} rencontres nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti	Brens/ Gaillac	11 et 13 novembre	Collectif Haïti de France
Semaine de la solidarité internationale	France	13 - 21 novembre	CRID/CUF
6 ^{ème} édition « Ti coup d'œil sou Haïti »	Suresnes	13 - 21 novembre	Suresnes
Séminaire France - Amérique latine : de nouveaux partenariats à l'échelle locale régionale	Ville de Mexico	17 novembre	CUF/AFD
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3 ^{ème} Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement Locaux Unis
Séminaire France Amérique Latine : de nouveaux partenariats à l'échelle locale et régionale	Mexico	17 novembre	AFD/CUF/MAEE/Ville de Mexico
Expérience de tourisme solidaire au Yucatan	Mexique	23 - 26 novembre	Groupe de travail de CGLU/Etat du Yucatan/CUF
Formation : « Piloter l'évaluation d'une relation et /ou d'une action de coopération décentralisée »	F3E	24 novembre	F3E

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	25 novembre (après-midi)	CUF
3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage
4 ^{ème} édition de la Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	29 novembre - 4 décembre	Région PACA/Ville de Marseille/ CU Marseille Provence Métropole/ Euroméditerranée/ CCI Marseille Provence/MAEE
Réunion du groupe-pays Liban	CUF	29 novembre	CUF
Réunion du RCDP	CUF	30 novembre	RCDP/CUF
Colloque Coopintour sur la « Coopération internationale pour un tourisme responsable et une valorisation touristique des territoires »	Saint Quentin en Yvelines	30 novembre - 1 ^{er} décembre	CEMOTEV
XV ^{ème} sommet de Mercociudades	Belo Horizonte	1 - 3 décembre	Mercociudades/ Ville de Belo Horizonte/ Front national de Maires du Brésil (FNP)
Réunion du groupe-pays Maroc	Paris	7 décembre	CUF
Journées européennes de développement	Bruxelles	6 - 7 décembre	Commission européenne
Réunion du groupe-pays Mauritanie	CUF	9 décembre	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	CUF	10 décembre	CUF
Réunion préparatoire à la création d'un groupe-pays Turquie	CUF	14 décembre (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	16 décembre	CUF
Réunion du bureau exécutif et du conseil national	CUF	26 janvier	CUF

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays JAPON
(deuxième édition - avril 2010)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2010)
- Dossier pays INDE
(à paraître 2010)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
(épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI
(à paraître en 2010)
- **NOUVEAU !** Dossier pays BÉNIN
(édition octobre 2010)
- **NOUVEAU !** Dossier pays BURKINA FASO (édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais (France - Etats-Unis)
- franco- roumains • franco-américains
- franco- tchèques (en anglais)
- franco-hongrois • France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-chinois • franco-sénégalais
- franco-japonais • franco-togolais
- franco- algériens • franco-burkinabè
- franco-marocains • franco-maliens
- franco-tunisiens • franco-malgaches
- franco-libanais • franco-bénois
- franco-israéliens • franco-mauritaniens
- franco-palestiniens • franco-camerounais
- franco-américains

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale**
(CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et l'UE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne**
(CUF-AFD, mai 2010)
- Coopération décentralisée et alimentation en Afrique (CUF-CFSI - mars 2010)
- Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- **NOUVEAU!** Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (octobre 2010)
- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
NOUVEAU !
- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - août 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org